

Avis n° 03-1010

**de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 9 septembre 2003
sur les décisions tarifaires de France Télécom n° 2003058 et n° 2003069, relatives au prix
des appels fixes vers mobiles entre la France métropolitaine et les départements d'outre-
mer pour les clients Résidentiels, Professionnels, Entreprises et Option Plus, n° 2003059,
relative à la baisse du prix des appels fixes vers mobiles Orange Caraïbes à l'intérieur
des Caraïbes et des appels fixe vers mobiles SRR à l'intérieur de la Réunion et de
Mayotte pour les clients Résidentiels, Professionnels, Entreprises et Option Plus,
n° 2003080, relative à la création de l'option tarifaire Avantage Mobiles Plus DOM 2**

L'Autorité de régulation des télécommunications,

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment son article L. 36-7 ;

Vu l'article 17 du cahier des charges de France Télécom approuvé par le décret n° 96-1225 du 27 décembre 1996 ;

Vu les décisions tarifaires transmises par France Télécom, reçues le 7 juillet 2003 ;

Vu les informations complémentaires, transmises par France Télécom, reçues les 19 et 21 août, 1^{er} et 8 septembre 2003 ;

Après en avoir délibéré le 9 septembre 2003,

I. OBJET DES DECISIONS TARIFAIRES

Les présentes décisions tarifaires concernent le prix des appels fixe vers mobiles, entre la France métropolitaine et les départements d'outre-mer, entre les départements d'outre-mer ou à l'intérieur de certains départements d'outre-mer.

I.1. Les décisions tarifaires n° 2003058 et n° 2003069

La décision tarifaire n° 2003058 concerne les tarifs applicables aux clients « Résidentiels », titulaires d'un abonnement Principal, d'un abonnement Numéris Itoo ou d'un abonnement Ligne Surf.

La décision tarifaire n° 2003069 concerne les tarifs applicables aux clients « Professionnels » et « Entreprises », titulaires d'un abonnement au Contrat Professionnel, au Contrat Professionnel Présence ou au Contrat Professionnel Numéris.

Les modifications tarifaires envisagées par France Télécom dans les décisions tarifaires n° 2003058 et 2003069 portent sur les communications fixe vers mobiles établies :

- au départ de la métropole vers les départements et collectivités d'outre-mer¹ ;
- au départ des départements d'outre-mer et de Mayotte vers la métropole dans le cas des tarifs du marché « Résidentiels » ; au départ des départements d'outre-mer vers la métropole dans le cas des tarifs du marché des « Professionnels et Entreprises » ;
- entre les départements et collectivités d'outre-mer : deux catégories d'appels ne sont cependant pas concernés. Il s'agit :
 - d'une part, des communications intra-Antilles, entre la Martinique et la Guadeloupe, pour lesquelles des tarifs fixe vers mobiles existent ;
 - d'autre part, les communications au départ de Saint Pierre et Miquelon dans le cas des tarifs du marché « Résidentiels » et au départ de Saint Pierre et Miquelon et de Mayotte dans le cas des tarifs du marché « Professionnels et Entreprises ».

Actuellement, les tarifs de ces communications sont identiques à ceux des communications du même type dont le destinataire aurait une ligne fixe, excepté pour les appels à destination des mobiles des opérateurs² titulaires d'une licence circonscrite aux communes de Saint-Martin et Saint-Barthélemy, en Guadeloupe.

France Télécom souhaite instaurer des tarifs spécifiques pour ce type de communications.

I.1.1. Concernant les tarifs généraux

Ainsi, pour les communications au départ de la métropole vers les mobiles de la Guadeloupe et ses îles du Nord, la Martinique la Guyane, la Réunion, Mayotte et Saint Pierre et Miquelon, les nouveaux tarifs seront les suivants :

<i>En euros HT</i>	Marché des Résidentiels	Marché des Professionnels et Entreprises
Prix minimum par appel	0,451	0,420
Pour une durée de	60 secondes	60 secondes
Au delà de la durée forfaitaire, tarification à la seconde		
Prix de la minute au tarif normal	0,451	0,420
Prix de la minute au tarif réduit	0,226	

Au-delà de la durée forfaitaire, le tarif des communications du marché des « Professionnels » et des « Entreprises » est unique, sans modulation horaire.

Ces tarifs concernent les appels vers les opérateurs Bouygues Télécom Caraïbe, Orange Caraïbe, Dauphin Télécom, Saint-Martin Mobiles, Orange Réunion, SRR Réunion, SRR Mayotte et Saint-Pierre et Miquelon Télécom.

¹ Les départements d'outre-mer concernés sont : la Guadeloupe et ses îles du Nord, la Martinique, la Guyane et la Réunion ; les collectivités d'outre-mer concernées sont : Mayotte et Saint-Pierre et Miquelon.

² Dauphin Telecom, Saint-Martin Mobiles et Saint-Martin et Saint-Barthélemy Tel Cell

Les tarifs des appels fixe vers mobiles au départ des départements d'outre-mer vers un autre département ou collectivité d'outre-mer (hormis les communications intra Antilles, relatives à la Guadeloupe et à la Martinique), sont identiques à ceux des appels au départ de la métropole.

Les tarifs des appels fixe vers mobiles au départ d'un département d'outre-mer vers la métropole sont les suivants :

<i>En euros HT</i>	Marché des Résidentiels	Marché des Professionnels et Entreprises
Prix minimum par appel	0,313	0,270
Pour une durée de	60 secondes	60 secondes
Au delà de la durée forfaitaire, tarification à la seconde		
Prix de la minute au tarif normal	0,313	0,270
Prix de la minute au tarif réduit	0,194	

Au-delà de la durée forfaitaire, le tarif des communications du marché des « Professionnels » et des « Entreprises » est unique, sans modulation horaire.

Ces tarifs concernent les appels vers les opérateurs Bouygues Télécom, Dolphin Télécom, Orange France et SFR.

La tarification des communications au départ de Mayotte est réalisée selon le principe d'impulsions. Concernant le marché des « Résidentiels », les tarifs fixe vers mobiles au départ de Mayotte sont établis comme suit :

	Vers la Métropole	Vers les DOM et Saint Pierre et Miquelon
Prix minimum par appel	3,3 impulsions	4,8 impulsions
Pour une durée de	60 secondes	60 secondes
Cadences d'impulsions au-delà de la durée forfaitaire		
Tarif normal	18 secondes	12,5 secondes
Tarif réduit	29,1 secondes	25 secondes

I.1.2. Concernant les tarifs de l'offre « Option Plus »

Actuellement, l'offre « Option Plus » ne s'applique pas, notamment, aux communications fixe vers mobiles, entre la métropole et les départements et collectivités d'outre-mer.

Par les présentes décisions tarifaires, France Télécom souhaite créer des tarifs dans le cadre de cette offre pour ce type de communications.

Ainsi, les tarifs au départ de la métropole vers les départements et les collectivités d'outre-mer seront les suivants :

<i>En euros HT</i>	Marché des Résidentiels	Marché des Professionnels et Entreprises
Prix minimum par appel	0,393	0,390
Pour une durée de	30 secondes	30 secondes
Au delà de la durée forfaitaire, tarification à la seconde		
Prix de la minute au tarif normal	0,401	0,390
Prix de la minute au tarif réduit	0,201	

Au-delà de la durée forfaitaire, le tarif des communications du marché des « Professionnels » et des « Entreprises » est unique, sans modulation horaire.

Ces tarifs concernent les appels vers les opérateurs Bouygues Télécom Caraïbe, Orange Caraïbe, Dauphin Télécom, Saint-Martin Mobiles, Orange Réunion, SRR et Saint-Pierre et Miquelon Télécom.

Les tarifs au départ des départements d'outre-mer vers la métropole seront les suivants :

<i>En euros HT</i>	Marché des Résidentiels	Marché des Professionnels et Entreprises
Prix minimum par appel	0,286	0,260
Pour une durée de	30 secondes	30 secondes
Au delà de la durée forfaitaire, tarification à la seconde		
Prix de la minute au tarif normal	0,286	0,240
Prix de la minute au tarif réduit	0,166	

Au-delà de la durée forfaitaire, le tarif des communications du marché des « Professionnels » et des « Entreprises » est unique, sans modulation horaire.

Ces tarifs concernent les appels vers les opérateurs Bouygues Télécom, Dolphin Télécom, Orange France et SFR.

I.1.3. Concernant les options tarifaires

Par la décision tarifaire n° 2003069, France Télécom souhaite étendre le champ d'application de certaines options existantes pour les communications fixe vers mobiles en direction des départements ou collectivités d'outre-mer.

- Sur l'offre « Option Plus Mobilité »

L'offre « Option Plus Mobilité » est destinée aux clients ayant souscrit à l'offre « Option Plus (marché Professionnels) ». Elle permet une réduction de 12,5 % sur le prix des communications, au-delà du crédit-temps, passées en direction d'un certain nombre de numéros mobiles sélectionnés par le client. Elle est actuellement disponible à l'intérieur de la métropole. Par la décision tarifaire n° 2003069, France Télécom souhaite étendre sa commercialisation et son champ d'application, à l'intérieur des départements d'outre-mer, en direction des réseaux d'opérateurs de téléphonie mobile en activité dans ces départements.

Les zones où s'appliquera cette offre seront constituées de :

- les départements de Martinique et Guadeloupe ;
- la Guyane ;
- la Réunion.

- Sur les options permettant des réductions en fonction du volume de trafic

Les options tarifaires Avantage Mobiles Plus, Avantage Mobiles Plus 2, Avantage Mobiles Plus 3, Avantage Volume Mobiles, Avantage Volume Mobiles 2, Avantage Volume Mobiles 3, Atout RPV Mobiles, Atout RPV Mobiles 2, Atout RPV Mobiles 3 permettent des réductions sur le prix des communications fixe vers mobiles dont les taux sont croissants en fonction du volume de consommations. Concernant les communications nationales, ces options ne s'appliquent actuellement qu'à l'intérieur de la métropole. Par la décision tarifaire n° 2003069, France Télécom souhaite étendre l'application de ces options aux communications émises depuis un poste fixe en métropole en direction des mobiles des départements et collectivités d'outre-mer : Orange Réunion, SRR, Orange Caraïbe, Bouygues Télécom Caraïbe, Saint Martin Mobiles, Dauphin Télécom et Saint Pierre et Miquelon Télécom.

L'option Avantage Mobiles Plus DOM s'applique actuellement sur les communications fixe vers mobiles passées dans les départements des Caraïbes et à l'intérieur de la Réunion. Par la décision tarifaire n° 2003069, France Télécom souhaite étendre l'application de cette option depuis les départements d'outre-mer et Mayotte vers l'ensemble des départements et collectivités d'outre-mer et vers la métropole.

I.2. La décision tarifaire n° 2003059

Par cette décision tarifaire France Télécom envisage de baisser le prix des appels passés depuis un poste fixe :

- à l'intérieur, de la Guadeloupe et de la Martinique, et des îles du Nord de la Guadeloupe vers un mobile d'Orange Caraïbe Antilles ;
- de la Guyane, vers un mobile d'Orange Caraïbe Guyane ;
- à l'intérieur de la Réunion vers un mobile de SRR Réunion ;
- à l'intérieur de Mayotte vers un mobile de SRR Mayotte.

France Télécom mentionne que cette mesure est consécutive aux baisses des tarifs de terminaison d'appel respectivement pratiquées par ces deux opérateurs de téléphonie mobile.

I.2.1. Sur les tarifs vers un mobile d'Orange Caraïbe

Dans le cadre de la tarification générale, les nouveaux tarifs pratiqués pour les communications considérées en direction d'un mobile d'Orange Caraïbe seraient les suivants :

<i>En euros HT</i>	Marché des Résidentiels	Marché des Professionnels et Entreprises
Prix minimum par appel	0,267	0,270
Pour une durée de	50 secondes	40 secondes
Au delà de la durée forfaitaire, tarification à la seconde		
Prix de la minute au tarif normal	0,276	0,240
Prix de la minute au tarif réduit	0,138	

Dans le cadre de la tarification de l'offre « Option Plus », ces tarifs seraient les suivants :

<i>En euros HT</i>	Marché des Résidentiels	Marché des Professionnels et Entreprises
Prix minimum par appel	0,240	0,260
Pour une durée de	30 secondes	30 secondes
Au delà de la durée forfaitaire, tarification à la seconde		
Prix de la minute au tarif normal	0,249	0,210
Prix de la minute au tarif réduit	0,101	

I.2.2. Sur les tarifs vers un mobile de SRR la Réunion

Dans le cadre de la tarification générale, les nouveaux tarifs pratiqués pour les communications considérées en direction d'un mobile de SRR la Réunion seraient les suivants :

<i>En euros HT</i>	Marché des Résidentiels	Marché des Professionnels et Entreprises
Prix minimum par appel	0,258	0,250
Pour une durée de	50 secondes	40 secondes
Au delà de la durée forfaitaire, tarification à la seconde		
Prix de la minute au tarif normal	0,267	0,240
Prix de la minute au tarif réduit	0,129	

Dans le cadre de la tarification de l'offre « Option Plus », ces tarifs seraient les suivants :

<i>En euros HT</i>	Marché des Résidentiels	Marché des Professionnels et Entreprises
Prix minimum par appel	0,230	0,240
Pour une durée de	30 secondes	30 secondes
Au delà de la durée forfaitaire, tarification à la seconde		
Prix de la minute au tarif normal	0,240	0,210
Prix de la minute au tarif réduit	0,092	

I.2.3. Sur les tarifs vers un mobile de SRR Mayotte

Dans le cadre de la tarification générale, les nouveaux tarifs pratiqués pour les communications considérées en direction d'un mobile de SRR Mayotte seraient les suivants :

	Communications vers SRR Mayotte
Prix minimum par appel	2,7 impulsions
Pour une durée de	50 secondes
Cadences d'impulsions au-delà de la durée forfaitaire	
Tarif normal	21,1 secondes
Tarif réduit	43,7 secondes

I.3. La décision tarifaire n° 2003080

Par cette décision tarifaire, France Télécom prévoit la création de l'option tarifaire « Avantage Mobiles Plus DOM 2 ».

Cette option s'applique sur les tarifs généraux fixe vers mobiles des communications passées depuis les départements d'outre-mer et Mayotte vers l'ensemble des départements et collectivités d'outre-mer et vers la métropole.

Elle permet des réductions sur le prix des communications selon une grille dont les taux sont croissants en fonction du volume de consommations. Le taux maximum de réduction est de 12 % pour une consommation bimestrielle supérieure à 500 euros hors taxes.

II. ANALYSE DE L'AUTORITE

L'Autorité note que les présentes décisions tarifaires visent à mettre en œuvre trois catégories de mesures. France Télécom vise en effet :

- à instaurer des tarifs spécifiques pour des communications fixe vers mobiles qui jusqu'ici étaient généralement facturées sur la base de tarifs vers des postes fixes ;
- à abaisser certains tarifs fixe vers mobiles existants pour des communications passées à l'intérieur des départements d'outre-mer ;

- à modifier ou créer certaines options applicables aux tarifs fixe vers mobiles destinés aux clients du marché des « Professionnels » et des « Entreprises ».

II.1. Sur l'instauration de tarifs spécifiques pour des communications fixe vers mobiles.

Ces dispositions s'inscrivent dans le cadre des décisions tarifaires n° 2003058 et 2003069 et concernent les communications telles que décrites au § I.1 du présent avis. Elles s'appliquent donc à des communications passées sur des distances importantes, entre la métropole et les départements ou collectivités d'outre-mer ou entre départements et collectivités d'outre-mer.

L'Autorité observe que les tarifs de ces communications sont actuellement identiques à ceux des communications dont le destinataire ne serait pas un poste mobile, hormis dans le cas d'un nombre limité de communications fixe vers mobiles (voir supra § I.1). Elle note par ailleurs que ces communications font cependant l'objet d'un reversement de terminaison à l'opérateur de téléphonie mobile terminant ces appels et qu'en conséquence, selon les informations communiquées par France Télécom, le compte d'exploitation de ces appels présente en l'état des déficits importants.

Compte-tenu notamment de l'existence de charges de terminaison d'appel versées aux opérateurs de téléphonie mobile, l'Autorité considère comme acceptable le principe de mise en œuvre de tarifs spécifiques pour ce type d'appels.

Elle comprend que ces tarifs spécifiques se situent à des niveaux supérieurs à ceux applicables à des communications vers des postes fixes, dès lors qu'ils doivent couvrir notamment une charge de terminaison d'appel et des coûts d'interconnexion versés à un opérateur de téléphonie mobile.

L'Autorité constate que les nouveaux tarifs prévus par France Télécom dans les présentes décisions tarifaires représentent des hausses de prix importantes pour les communications concernées. Elle note cependant que, selon les informations dont elle dispose, les taux de marge auxquels conduisent ces nouveaux tarifs pour un opérateur ne sont pas supérieurs à ceux constatés à partir des tarifs existant actuellement en métropole.

II.2. Sur les baisses de tarifs de certaines communications fixe vers mobiles dans les départements d'outre-mer des Caraïbes et à la Réunion.

L'Autorité s'est attachée à évaluer les baisses de prix auxquelles conduisent les dispositions contenues dans la décision tarifaire n° 2003059 de France Télécom.

Concernant les tarifs généraux des appels fixe vers les mobiles de Orange Caraïbes passés depuis les départements de Guadeloupe, de Martinique et de Guyane, l'Autorité estime que ces baisses sont de l'ordre de :

- 7 % pour le marché des résidentiels,
- 6 % pour le marché des entreprises.

Concernant les tarifs généraux des appels fixe vers les mobiles de SRR passés depuis le département de la Réunion, l'Autorité estime que ces baisses sont de l'ordre de :

- 10 % pour le marché des résidentiels et des entreprises.

L'Autorité considère que ces baisses de tarifs sont cohérentes avec les baisses de terminaison d'appel pratiquées par les opérateurs SRR et Orange Caraïbe telles que mentionnées par France Télécom dans le cadre de la décision tarifaire n° 2003059.

L'Autorité note que France Télécom n'a pas souhaité répercuter ces baisses de terminaison sur les tarifs au départ de la métropole et des autres départements d'outre-mer, afin de limiter la complexité de son offre tarifaire.

II.3. Sur les options tarifaires

L'Autorité a vérifié dans quelle mesure les options tarifaires telles que prévues dans les présentes décisions tarifaires sont compatibles avec les nouveaux tarifs fixe vers mobiles concernés, sans générer un effet de ciseau tarifaire vis-à-vis d'un opérateur tiers.

II.3.1. Les taux de remise prévus

- *Concernant les communications fixe vers mobiles, au départ de la métropole vers les départements d'outre-mer*

La décision tarifaire n° 2003069 prévoit notamment que les options des gammes « Avantage Mobiles Plus », « Avantage Volume Mobiles » et « Atout RPV Mobiles » pourront désormais s'appliquer également aux nouveaux tarifs des communications fixe vers mobiles, au départ de la métropole vers les départements et collectivités d'outre-mer.

Dans chacune de ces gammes, les options les plus avantageuses peuvent conduire à des taux de remise relativement importants. Ainsi :

- l'option « Avantage Mobiles Plus 3 » permet un taux de remise maximum de 18 % ;
 - l'option « Avantage Volume Mobiles 3 » permet un taux de réduction réseau de 18 % et un taux de réduction maximum cumulé avec l'option site de l'ordre de 24 % ;
 - l'option « Atout RPV Mobiles 3 » peut conduire à un taux de remise maximum de l'ordre de 25 %, compte-tenu, d'une part, des taux de remise maximaux de la réduction réseau et de l'option site de cette offre et, d'autre part, d'une estimation du taux de trafic interne caractéristique de ce type d'option.
- *Concernant les communications fixe vers mobiles, au départ des départements d'outre-mer les autres départements d'outre-mer et vers la métropole*

Par la décision tarifaire n° 2003069, France Télécom prévoit d'étendre le champ d'application de l'option tarifaire « Avantage Mobiles Plus DOM » aux communications fixe vers mobiles passées au départ des départements d'outre-mer vers les autres départements et collectivité territoriales d'outre-mer et vers la métropole. Cette option, dont le taux maximum est de 8 % n'est actuellement applicable qu'aux communications fixe vers mobiles passées à l'intérieur des départements d'outre-mer.

Par la décision tarifaire n° 2003080, France Télécom prévoit la création tarifaire « Avantage Mobiles Plus DOM 2 ». Cette option est destinée à s'appliquer aux mêmes communications que l'option « Avantage Mobiles Plus DOM », telle que modifiée par la décision tarifaire n° 2003069, et admet un taux de réduction maximum de 12 %.

II.3.2. Tests d'effet de ciseau tarifaire

L'Autorité a réalisé des tests d'effet de ciseau tarifaire concernant notamment :

- les communications fixe vers mobiles, passées depuis la métropole vers les départements d'outre-mer ;
- les communications fixe vers mobiles, passées depuis les départements d'outre-mer vers la métropole.

La structure de coûts pris en compte dans ces tests d'effet de ciseau tarifaire est la suivante :

- coûts de collecte : ces coûts ont été calculés pour des « petits sites » d'entreprises clientes, dont la collecte de trafic suppose pour un opérateur alternatif le recours à une prestation d'interconnexion de France Télécom et pour des « grands sites », dont le volume de trafic justifie une collecte par raccordement direct.;
- coût correspondant au montant versé au fonds de service universel ;
- coûts propres de l'opérateur : pour l'évaluation de ces coûts l'Autorité a utilisé les informations en sa possession, notamment l'offre de transit commuté de France Télécom tel que communiquée par elle-même, d'une part, pour les appels remis en métropole à destination d'opérateurs mobiles dans les départements d'outre-mer et, d'autre part, pour les appels remis dans les départements d'outre-mer vers la métropole. Ces différents éléments permettent de couvrir et de distinguer, d'une part, les coûts relatifs au transit, et, d'autre part, ceux correspondant à la terminaison versée à l'opérateur de téléphonie mobile ;
- coûts commerciaux : ces coûts sont évalués en tenant compte de l'écart important entre la recette brute et la recette nette (une fois déduit le reversement aux opérateurs mobiles) ;
- une contribution aux coûts communs.

Au terme de son analyse, l'Autorité a considéré l'extension aux options existantes du trafic de la métropole vers les départements d'outre-mer. Les options tarifaires « Avantage Mobiles Plus 3 », « Avantage Volume Mobiles 3 », « Atout RPV Mobiles 3 » sont susceptibles de générer des niveaux de remises induisant un effet de ciseaux sur la partie de trafic entre la métropole et les départements d'outre-mer. Néanmoins, étant donné d'une part que les volumes nécessaires pour atteindre les réductions incriminées semblent difficilement accessibles sans prendre en compte l'ensemble du trafic fixe vers mobiles du client et que d'autre part, dans ces conditions l'effet de ciseaux est globalement faible, l'Autorité ne s'oppose pas au cas d'espèce à l'extension de ces options aux trafics de métropole vers les départements d'outre-mer.

Concernant le trafic à destination des opérateurs mobiles de métropole, l'Autorité considère que les remises supérieures à 8 % sont susceptibles de générer globalement un effet de ciseau tarifaire. En conséquence, elle considère que l'option « Avantage Mobiles Plus DOM 2 », telles que formulées dans la décision tarifaire n°2003080 ne doit pas être homologuée.

III. CONCLUSION

L'Autorité émet un avis favorable sur les décisions tarifaires de France Télécom n° 2003058, 2003069 et 2003059.

Elle émet un avis défavorable sur la décision tarifaire n° 2003080, en l'état actuel des informations fournies par France Télécom.

Le présent avis sera transmis d'une part au ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et à la ministre déléguée à l'industrie, et d'autre part transmis pour information à France Télécom. Il sera mentionné au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 septembre 2003

Le Président

Paul Champsaur